

« Ils se font prendre pour avoir l'asile au Canada »

Au Québec, depuis janvier, des milliers de migrants ont franchi la frontière canado-américaine

REPORTAGE

SAINT-BERNARD-DE-LACOLLE
(CANADA) - envoyée spéciale

Dans la campagne de Montérégie, à une soixantaine de kilomètres au sud-est de Montréal, la neige fond dans les champs et la sève coule depuis quelques jours des érables. Un ballet inhabituel de véhicules de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) répond à un autre : celui de migrants qui franchissent la frontière canado-américaine, à pied, en évitant soigneusement les douanes.

Le Québec compte trente postes frontaliers (sur 117 au Canada) pour plus d'une centaine de routes québécoises menant à la frontière. Le chemin Roxham, à Saint-Bernard-de-Lacolle, est l'une des voies privilégiées pour les passages illégaux. Depuis deux mois, près d'un millier de personnes ont bravé le froid pour mettre un pied au Canada via cette petite route. A l'échelle du Québec, 2527 avaient fait de même en 2016, un chiffre qui a quadruplé en trois ans.

Drôle de retour de l'histoire : cette région bucolique fut d'abord peuplée par les loyalistes, fuyant les États-Unis durant la guerre de Sécession. Les nouveaux arrivants, eux, ne restent pas. Ils attendent d'être « cueillis » par la police, puis une fois leur demande d'asile enregistrée, filent à Montréal ou Toronto, d'où ils attendront l'examen de leur dossier.

Frontière poreuse

La filière est de plus en plus connue : la grande majorité arrive légalement aux États-Unis avec un visa de touriste ou d'étudiant en provenance de pays comme le Soudan, la Syrie, l'Erythrée, le Yémen, le Tchad, l'Arabie saoudite, la Turquie... Ceux qui ont accepté de parler affirment ne pas vouloir rester dans l'Amérique de Donald Trump où une expulsion pourrait

rapidement les menacer. Ils achètent des forfaits de 10 000 à 15 000 dollars (de 9 500 à 14 000 euros) à des passeurs. A New York, par exemple, ils prennent l'avion ou le car pour Plattsburgh, puis un taxi pour la cinquantaine de kilomètres les séparant d'un point d'entrée discret au Québec.

A un poste-frontière, on les refoulerait, en vertu d'une entente canado-américaine sur les tiers pays sûrs qui exige le dépôt d'une demande d'asile dans le premier pays d'accueil. Du coup, ils passent ailleurs qu'aux douanes, obtenant de facto le droit de poser leur candidature au statut de réfugié au Canada. Le Québec dispose de

813 km de frontière avec son voisin américain, soit 10 % de celle du Canada tout entier. « C'est une situation unique et cette frontière est complètement poreuse », souligne Jean-Pierre Fortin, président du Syndicat des douanes et de l'immigration (SDI), qui regroupe 10 300 agents canadiens.

A l'écart du village de Noyan, un simple bloc de béton barre le chemin de la 4^e Concession. « Road closed... Entrée interdite », indique une pancarte. C'est ici l'un des points d'entrée privilégiés par les migrants sans papiers. A la Fromagerie Fritz Kaiser, à moins de 1 kilomètre, la serveuse est loquace : « Il y a tout le temps des gens qui traversent à pied. J'en vois passer depuis dix-huit ans mais, avec Trump, cela s'accélère. »

« Ils ne se cachent pas »

A quelques kilomètres, le chemin appelé « Bord de l'eau Sud » longe la rivière Richelieu qui se jette dans le lac Champlain, côté américain. Une voiture de police attend, à deux pas d'une borne frontière et d'un énorme tronc d'arbre jeté en travers de la route. « On vient voir régulièrement ce qui se passe », dit le patrouilleur de la GRC qui taira son nom. Il tient à ajouter que « les migrants ne se cachent pas » et

qu'« ils veulent se faire prendre pour demander l'asile au Canada ».

De l'autre côté de la rivière, le chemin Roxham débute entre Saint-Bernard-de-Lacolle et Hemmingford et court plein sud, tranchant les champs au couteau. Un panneau annonce un « cul-de-sac ». La route est bloquée par un petit fossé mais se poursuit côté américain. Deux voitures de la GRC sont stationnées à quelques mètres de la frontière. « On a eu quelques entrées très tôt ce matin », précise l'un des policiers.

La frontière est marquée par une zone déboisée de quelques mètres de large. « C'est la cut line, tracée sur la plus longue frontière démilitarisée au monde », explique François Doré, ancien lieutenant de police québécois. Sa maison se situe à 2,5 km. « Je marche tous les jours sur ce chemin. Depuis l'été dernier, c'est l'explosion des passages clandestins. L'effet Trump, peut-être. Celui d'un réseau de passeurs bien organisé, sûrement. »

Certains jours, cet hiver, 60 à 80 personnes ont traversé le fossé, au bout du chemin Roxham. Un douanier américain leur montre parfois la direction du Canada. « Il n'est pas illégal de vouloir sortir des États-Unis », note M. Doré. Ceux qu'il a vus « passent surtout le matin, en groupe de six à huit adultes et enfants, avec des valises étiquetées d'Afrique ou du Moyen-Orient,

des poussettes parfois. Les policiers aident à porter les bagages. Et des bébés ». Ils menotent les adultes et les transportent à la douane de Saint-Bernard-de-Lacolle.

Là, nouveau ballet de voitures de police à l'arrière d'un bâtiment de fouille de camions qui accueille le contingent de migrants du jour. L'Agence des services frontaliers du Canada (AFSC) prend le relais de la police, vérifie les papiers d'identité, prend les empreintes digitales, procède aux enquêtes de sécurité. Les individus jugés dangereux sont transférés en pri-

son à Montréal mais la plupart sont relâchés après un jour ou

« Depuis l'été, c'est l'explosion des passages clandestins. L'effet Trump, peut-être »

FRANÇOIS DORÉ
ancien lieutenant de police

deux, le temps de remplir les demandes d'asile. Ensuite, ils devront attendre une audition pour l'obtention du statut de réfugié.

Dix pour cent environ ne s'y rendent pas, selon l'AFSC. Ils se perdent dans la nature et viennent grossir les rangs des immigrants illégaux au Canada. Le gouvernement fédéral a admis en 2015 avoir perdu la trace au fil des ans de 44 000 personnes s'étant vu refuser le statut de réfugié.

Sans compter ceux qui passent entre les mailles du filet frontalier : criminels et contrebandiers qui ont leurs propres réseaux pour passer la frontière depuis les États-Unis. Jean-Pierre Fortin déplore que « le gouvernement n'[ait] pas de plan concret pour faire face à une situation qui s'aggrave ». Avec

les beaux jours, il prédit une accélération du rythme de ces entrées.

Si l'administration Trump met à exécution sa menace d'expulsion d'immigrants sans papiers aux États-Unis, il y a fort à parier qu'ils seront nombreux à prendre la route du Nord. La GRC affirme maîtriser la situation mais le SDI tire s'alarme : « On est déjà en manque cruel d'effectifs », souligne M. Fortin, avec plus de 1 000 postes supprimés sous l'ancien gouvernement conservateur. Et il faudrait avoir 300 à 400 nouveaux agents douaniers pour constituer une vraie patrouille des frontières. ■

ANNE PÉLOUAS

